

“qu'à l'avenir, les relations d'amitié, entre les deux pays doivent reposer sur les bases d'une justice mutuelle.” Vis-à-vis de la France, l'attitude du Président sur la question mexicaine n'est pas plus nettement définie. C'est un plaidoyer en faveur du principe de non-intervention, avec la promesse de respecter ce principe, dans la pratique, tant qu'on ne sera pas forcé à l'intervention par le fait des puissances étrangères.

—Le gouvernement de la Jamaïque a eu tout récemment, lui aussi, à supprimer une rébellion éclatée sur un des points de l'île. Le gouverneur Eyre a convoqué une réunion extraordinaire des chambres, et dans son discours d'ouverture, il représente le pays comme sur un volcan, bien que la rébellion ait été supprimée en quelques jours.

“Dans la partie Est de l'île, dit-il, la révolte la plus méchante et la moins justifiable a porté le deuil et la souffrance au sein de la société. Beaucoup d'hommes nobles, généreux et dont l'existence était précieuse sur cette île, ont été sacrifiés (dans l'exercice de leurs devoirs envers l'Etat), par un massacre cruel et barbare, qui n'a de parallèle que dans les atrocités des sauvages. On a détruit beaucoup de propriétés, on a soumis le pays à une dépense immense, et par suite, un des districts les plus riches et des plus productifs a été laissé sans un seul propriétaire ou gérant résidant pour recueillir l'abondante moisson maintenant prête pour la récolte.”

Plus loin, le Gouverneur affirme qu'il y a à peine un district ou une paroisse dans toute l'île où la sédition et les intentions meurtrières n'ont pas été manifestées, et quelques fois ouvertement exprimées. C'est l'œuvre des noirs contre les blancs, et le Gouverneur ne peut expliquer les motifs de cette révolte, attendu que les habitants de la Jamaïque sont moins taxés et peuvent vivre à meilleur marché qu'aucun autre peuple du monde. Quant à ce qui regarde les taxes, l'administration de la justice et les droits politiques, les noirs sont sur un pied d'égalité avec les blancs. Ils ne doivent leur infériorité qu'à leur indolence, leur imprévoyance et leurs vices. Les auteurs de doctrines révolutionnaires sont accusés de ce complot séditieux ; et l'un des orateurs *fenians* des Etats-Unis, Train, semble donner raison au Gouverneur Eyre, en réclamant pour la Confraternité l'honneur d'avoir soulevé cette insurrection à la Jamaïque. Le Gouverneur en vient à la conclusion que le meilleur moyen de maintenir l'ordre dans cette île est un changement de constitution ; l'abolition des deux chambres et l'établissement d'un gouvernement absolu.

Des mesures dans ce sens ont été immédiatement enregistrées sur les ordres du jour. Les noirs, paraît-il, ne sont pas faciles à gouverner, et les quatre millions libérés par la guerre américaine peuvent bien causer quelque anxiété au gouvernement de Washington.

En effet, la Louisiane est menacée d'un soulèvement général de la population noire. Le gouvernement a dû organiser des patrouilles dans toutes les paroisses, et mettre la milice en état de service efficace pour réprimer toute tentative.

Le gouverneur Humphrey fait aussi une peinture extrêmement alarmante de l'état et des dispositions des nègres libérés. La loi civile, dit-il, n'a aucune juridiction sur eux ; ils sont confiés au soin d'un Bureau. Le résultat en est visible. Ces noirs vivent maintenant dans l'oisiveté et la crapule. Ils ont déserté les champs riches et fertiles pour aller habiter, dans les villes et les cités, des greniers sales et des caves empestées. De producteurs qu'ils étaient, ils sont devenus consommateurs, et comme l'hiver approche, leur seul moyen de lutter contre la misère, la famine et la mort, sera le vol, le pillage ou les rations fédérales. Les droits et les propriétés des blancs ne sont plus considérés comme en sûreté.

— La désorganisation s'est déjà introduite dans le sein de la confraternité *Fénienne* aux Etats-Unis. Le président général, le célèbre O'Mahoney, a été dénoncé pour malversation dans le sénat, puis ensuite formellement déposé et remplacé par un nommé Roberts. Mais il ne se regarde pas comme battu pour si peu ; il accuse les sénateurs de trahison, et d'avoir été corrompus par l'or de l'Angleterre. Il convoque une assemblée générale de tous les *Féniens* pour le 2 janvier 1866, pour faire approuver sa conduite et condamner le sénat. Le sénat reçoit par télégraphe l'approbation des cercles éloignés, et de son côté, O'Mahoney obtient l'appui d'un certain nombre de cercles à New-York. Cette division part de l'administration des finances que le sénat veut contrôler, et que M. O'Mahoney voulait monopoliser comme président. O vicissitude des choses humaines ! L'argent qu'on collectait pour aider, pour fortifier la Confraternité, devient au contraire une cause de faiblesse et de division.

— L'*Habeas Corpus* demandé en faveur des prisonniers américains qui ont tenté l'enlèvement de M. Saunders, a été accordé par le juge Badgley ; mais l'ordre n'a pu être exécuté, attendu que le shérif et le geôlier ayant en main un ordre supérieur, celui d'une cour tenante, ont dû refuser d'agir. La demande a été portée devant la cour d'appel, à son dernier terme ; mais en l'absence du juge en